

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 27 avril 2022

Objet n° 9 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maïté Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mmes Angelina Chan, Fatiha El Khattabi, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, M. Emel Dogancan, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: MM. Sadik Koksal, Hasan Koyuncu, Hamza BOUKHARI, Conseillers communaux.

#Objet : Ordonnance de police interdisant la consommation d'alcool sur la voie publique dans le quartier nord et aux alentours - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 34 voix contre 0 et 4 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 119*bis*, 133 et 135, § 2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse publique et notamment son article 4, interdisant quiconque de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre;

Vu l'Ordonnance du Conseil communal de Schaerbeek du 29 septembre 2021 interdisant la consommation nocturne d'alcool dans le périmètre nord étendu du territoire qui est abrogé par la présente ordonnance ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques ;

Considérant que la police a communiqué des chiffres représentatifs des cas d'ivresse publique et de troubles à l'ordre public localisés dans le périmètre visé par le présent règlement ; que les services de police ont constaté des faits de trouble à l'ordre public liés à la consommation d'alcool dans le quartier Nord plus particulièrement, le périmètre délimité par les rues de Brabant du n° 31 au 207 & n° 116 au 272 inclus (1030), Aerschot du n° 4 au 274 & 1 au 267 inclus (1030), Verte du n° 75 au 245 & 82 au 244 inclus (1030), Quatrecht (1030), Dupont (1030) Allard (1030), Fraternité (1030), Rogier du n° 112 au 178 & n° 119 au 193 inclus (1030), d'Hoogvorst (1030), De Potter (1030), des Palais du n° 1 au 181 & n° 2 au 230 inclus (1030), Liedts (1030), des plantes du n° 113 au 139 & n° 104 à 126 inclus (1030), Linné du n° 101 au 121 & n° 116 à 140 inclus (1030), de la poste du n° 100 au 120 & n° 105 à 115 (1030) et avenue de la Reine du n° 1 au 59 & n° 2 au 50 inclus (1030), ainsi que les places Liedts (1030) et de la Reine (1030) ;

Considérant qu'au cours de la période du 15 juin 2019 au 8 juin 2021, pas moins de 66 incidents d'abus d'alcool sur la voie publique ont été constatés dans cette zone ; et qu'entre le 9 juin 2021 et le 28 février 2022, 39 incidents ont été constatés ;

Considérant que, dans un rapport du 28 octobre 2019, la police a fait le bilan de l'application de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 19 juillet 2019 relative à l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique dans un secteur délimité du quartier Nord ; qu'il s'avère que l'ordonnance temporaire avait permis une diminution du nombre de coups et blessures sur la voie publique, dans ce quartier, de 47 % pour les mois de juillet, août et septembre 2019 par rapport à ceux de 2018 ;

Considérant que les Ordonnances du Bourgmestre des 10 juin 2021, 18 novembre 2021, 27 janvier 2022 et premier février 2022 interdisant la consommation diurne d'alcool ont également démontré leur efficacité ;

Considérant qu'en effet, il s'est avéré que les actions policières visant la stricte application de l'interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique dans le quartier nord ont eu un effet bénéfique sur le nombre de crimes et délits enregistrés dans ce même secteur, plus particulièrement durant les heures qui en découlaient ;

Considérant que celles-ci entraînaient de surcroît une diminution du nombre de personnes errantes à proximité immédiate des lieux de vente et que cette diminution avait des conséquences positives indéniables sur le sentiment général de sécurité et sur la propreté des lieux;

Considérant qu'il ressort que des problèmes majeurs liés au maintien et au rétablissement de l'ordre public doivent être appréhendés sur le territoire nord de la Commune ;

Considérant que les rapports de nos patrouilles de police actives dans le quartier Nord font état d'un phénomène croissant de consommation d'alcool sur la voie publique en dehors de tout contexte festif ou événementiel et que cette consommation se trouve à l'origine de comportements inciviques voire constitutifs de troubles à l'ordre public ;

Considérant que les nuisances qui en découlent se manifestent, de jour comme de nuit, tant dans le domaine de la propreté publique (bouteilles et cannettes jonchant les trottoirs, individus urinant en-dehors des espaces qui leur sont dédiés,...) que de la tranquillité publique (vociférations, bris de bouteilles en verre,...) que de la sécurité publique (coups et blessures réciproques avec ou sans armes, harcèlement de rue, injures,...) ;

Considérant lors des actions de sécurisation de police, il a été constaté régulièrement le rassemblement de consommateurs d'alcool

sur la voie publique, à proximité des lieux de vente, dans des secteurs jugés critiques en termes d'ordre public et ce sur base des chiffres récents de la criminalité objective ;
Considérant que ces effets d'attroupement sont par ailleurs générateurs d'un sentiment d'insécurité auprès des riverains, commerçants et passants ;
Considérant que sur base des rapports établis à ces occasions, la police a raisonnablement estimé à une cinquantaine, le nombre de consommateurs d'alcool présents en permanence dans le secteur du quartier Nord, en-dehors de tout établissement HoReCa et les terrasses de ces derniers ;
Considérant que les personnes en état d'ébriété sur la voie publique constituent plus généralement des cibles faciles pour les auteurs de vol à la tire et/ou de vol avec violences, dans un quartier où ces phénomènes sont plus présents que sur l'ensemble du territoire zonal.
Considérant par ailleurs que la consommation de boissons alcoolisées est de nature à augmenter le risque de survenance de ces nuisances ainsi que d'autres agissements violents et, partant, le risque de troubles ;
Considérant que les plaintes enregistrées émanent principalement de riverains et de passants localisés dans le quartier Nord de la Commune ;
Considérant que ce périmètre est le lieu habituel de rassemblement de personnes lors d'événements importants ;
Considérant que les comportements violents constatés dans les rapports de police trouvent leur origine première dans une consommation excessive de boissons alcoolisées ; que l'interdiction limitée aux seules heures de la nuit (entre 20h00 et 08h00) ne suffit pas ; qu'une interdiction totale constituée dès lors la seule mesure adéquate et proportionnée au regard de l'atteinte portée à l'ordre public et la tranquillité publique ;
Considérant que cette situation découle de la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public ;
Considérant qu'il ressort des rapports de police que les personnes impliquées dans ces désordres sont majoritairement des consommateurs d'alcool sur l'espace public ;
Considérant que la vie des riverains et des passants est gravement perturbée et que leur quiétude, leur sécurité, sont insuffisamment garanties ;
Considérant qu'il y a lieu de restreindre la consommation de boissons alcoolisées afin d'éviter les comportements troublant l'ordre public et les attroupements d'individus ivres dans le périmètre susvisé ;
Considérant que l'alcool ne peut être considéré comme un produit de première nécessité et que la restriction des horaires de consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public ne présente pas le caractère d'une interdiction générale et absolue ;
Considérant que les débits de boissons, les établissements HoReCa et les terrasses de ces derniers ne sont pas visés par la présente mesure ; qu'en effet, ces derniers sont tenus à une obligation spécifique de par l'article 4 de l'arrêté loi du 14 novembre 1939 qui interdit de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre ; que cette protection est suffisante pour empêcher les troubles ;
Considérant en outre que les personnes en état d'ébriété représentent des cibles faciles pour des personnes mal intentionnées qui n'hésitent pas à profiter de cette fragilité temporaire pour commettre des agressions de quelque nature dont des faits de vol à leur rencontre ;
Considérant qu'il appartient à l'autorité communale de prendre les mesures adaptées et proportionnelles afin d'assurer le maintien de l'ordre public, que face aux atteintes décrites ci-avant, la seule mesure efficace et utile est d'interdire la consommation de boissons alcoolisées sur l'espace public dans le périmètre défini ci-après ;
Considérant qu'il ressort que des problèmes majeurs liés au maintien et au rétablissement de l'ordre public doivent être appréhendés sur le territoire nord de la Commune ;
Considérant le grand nombre de personnes présentes dans les quartiers susmentionnés ;
Considérant que les troubles constatés et liés à la consommation d'alcool risquent de s'aggraver compte tenu du nombre de personnes identifiées par les services de police comme ayant troublé ou participé directement à un trouble à l'ordre public ;
Considérant qu'afin de ramener la sécurité et la tranquillité publiques dans cet espace public, une mesure d'interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique est la seule mesure efficace vu les constats émis par les services de police ; qu'en effet les constats communiqués par la police concernent les cas d'ivresse publique diurne et nocturne, localisés dans le périmètre visé par la présente ; que ce phénomène est dénoncé par les riverains, commerçants et navetteurs lesquels constatent une dégradation de la situation au fur et à mesure des heures et de l'avancement progressif de l'état d'ébriété des consommateurs d'alcool ;

Article 1er :

§ 1. Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique vingt-quatre heures sur vingt-quatre sept jours sur sept dans le quartier délimité par les rues de Brabant du n° 31 au 207 & n° 116 au 272 inclus (1030), Aerschot du n° 4 au 274 & 1 au 267 inclus (1030), Verte du n° 75 au 245 & 82 au 244 inclus (1030), Quatrecht (1030), Dupont (1030) Allard (1030), Fraternité (1030), Rogier du n° 112 au 178 & n° 119 au 193 inclus (1030), d'Hoogvorst (1030), De Potter (1030), des Palais du n° 1 au 181 & n° 2 au 230 inclus (1030), Liedts (1030), des plantes du n° 113 au 139 & n° 104 à 126 inclus (1030), Linné du n° 101 au 121 & n° 116 à 140 inclus (1030), de la poste du n° 100 au 120 & n° 105 à 115 (1030) et avenue de la Reine du n° 1 au 59 & n° 2 au 50 inclus (1030), ainsi que les places Liedts (1030) et de la Reine (1030) ;

Les distributeurs automatiques de boissons alcoolisées sont interdits dans les lieux publics.

On appelle boisson alcoolisée, toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

§ 2. Ces interdictions valent sur l'espace public du territoire communal (tel que délimité au § 1) en dehors de toute installation prévue à cet effet et dûment autorisée telle que les terrasses de débits de boissons, restaurants et snacks.

§ 3. Il est interdit d'abandonner des bouteilles, canettes et autres objets, déchets ou débris sur la voie publique ou dans les propriétés privées.

Article 2 :

§ 1. Le Bourgmestre peut accorder des dérogations à cette interdiction dans le cadre d'organisations privées ou publiques, liées à des situations objectives et impersonnelles.

Il peut assortir cette dérogation de toutes conditions qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances.

§ 2. Ces dérogations seront notamment d'application:

1° pour les obtentions des débits de boissons régulièrement et préalablement autorisés sur la voie publique;

2° à l'occasion d'évènements festifs particuliers.

Article 3 :

Le Bourgmestre peut prendre toute mesure de police administrative en vue de faire respecter les interdictions formulées aux articles 1er et 2 de la présente ordonnance.

Article 4 :

Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une amende administrative de 1 à 350 euros.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire désigné par le Conseil Communal.

La sanction prononcée est notifiée à l'auteur de l'infraction par pli recommandé.

Les mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accompli au moment des faits peuvent faire l'objet d'une amende administrative, dont le maximum est fixé à 175 euros.

Article 5 :

La présente ordonnance sera publiée par voie d'affiche.

La date et le fait de cette publication seront constatées par une annotation dans le registre des publications des règlements et ordonnances de l'autorité communale.

La présente ordonnance deviendra obligatoire le 5ème jour suivant celui de sa publication par voie d'affichage.

L'affiche mentionnera sa date d'adoption et son objet; elle indiquera que le texte complet de l'ordonnance pourra être consulté par le public au secrétariat communal et précisera les jours et heures de consultation.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 27 avril 2022.

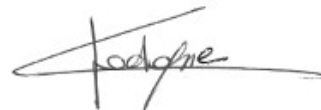
Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 27 april 2022****Voorwerp nr 9** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Angelina Chan, Fatiha El Khattabi, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, H. Emel Dogancan, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: HH. Sadik Koksal, Hasan Koyuncu, Hamza BOUKHARI, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Politieverordening waarbij het gebruik van alcohol op de openbare weg in en rond de noordelijke buurt verboden wordt - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 34 stem(men) tegen 0 en 4 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 119bis, 133 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van openbare dronkenschap, en met name artikel 4, die aan ééniëder verbiedt om dronken makende dranken op te dienen aan een persoon die kennelijk dronken is;

Gelet op de Politieverordening van Schaarbeek van 29 september 2021 waarbij het gebruik van alcohol op de openbare weg in en rond de noordelijke buurt verboden wordt;

Overwegende dat de gemeenten als missie hebben om de orde te handhaven voor de buurtbewoners, en meer bepaald wat betreft de openbare rust, veiligheid en netheid;

Overwegende dat de politie cijfers heeft meegedeeld die representatief zijn voor gevallen van openbare dronkenschap en verstoring van de openbare orde in de perimenter die onder deze verordening valt ; dat de politiediensten een aantal feiten van verstoring van de openbare orde hebben vastgesteld die verband houden met alcoholgebruik, meer bepaald in de perimenter afgebakend door de Brabantstraat van nr. 31 tot en met 207 & nr. 116 tot en met 272 (1030), de Aarschotstraat van nr. 4 tot en met 274 & 1 tot en met 267 (1030), de Groenstraat van nr. 75 tot en met 245 & 82 tot en met 244 (1030), de Kwatrechtstraat (1030), de Dupontstraat (1030), de Allardstraat (1030), de Broederschapstraat (1030), de Rogierstraat van nr. 112 tot en met 178 & nr. 119 tot en met 193 (1030), de Hoogvorststraat (1030), De Potterstraat (1030), Paleizenstraat van nr. 1 tot en met 181 & nr. 2 tot en met 230 (1030), Liedtsstraat (1030), Plantenstraat van nr. 113 tot en met 139 & nr. 104 tot en met 126 (1030), Linnestraat van nr. 101 tot en met 121 & nr. 116 tot en met 140 (1030), Poststraat van nr. 100 tot en met 120 & nr. 105 tot en met 115 (1030) en Koninginneplein (1030);

Overwegende dat, inderdaad, er in de periode van 15 juni 2019 tot 8 juni 2021 namelijk maar liefst 66 feiten werden vastgesteld met betrekking tot overmatig alcoholgebruik op de openbare weg in dit gebied; en dat tussen 9 juni 2021 en 28 februari 2022 39 feiten werden vastgesteld;

Overwegende dat de politie in een rapport van 28 oktober 2019 de balans opmaakt van de toepassing van de politieverordening van de burgemeester van 19 juli 2019 met betrekking tot het verbod op het nuttigen van alcoholische dranken op de openbare weg in een afgebakend deel van de Noordwijk ; daaruit blijkt dat het tijdelijke bevel het aantal mishandelingen en slagen en verwondingen op de openbare weg in deze buurt in de maanden juli, augustus en september 2019 met 47 % heeft verminderd in vergelijking met die van 2018;

Overwegende dat de politieverordeningen van de Burgemeester van 10 juni 2021, 18 november 2021, 27 januari 2022 en éérste februari 2022 waarbij het gebruik van alcohol tijdens de dag op de openbare weg in en rond de noordelijke buurt verboden wordt hun effectiviteit hebben bewezen;

Overwegende dat de politieacties gericht op de strikte toepassing van het verbod op alcoholconsumptie op de openbare weg in het noordelijke district een gunstig effect hebben gehad op het aantal in diezelfde sector geregistreerde misdrijven, meer bepaald tijdens de uren die daarop volgen;

Overwegende dat deze maatregelen ook hebben geleid tot een vermindering van het aantal mensen dat in de onmiddellijke omgeving van de verkoopruimten rondwaalt en dat deze vermindering ontegensprekelijk positieve gevolgen heeft gehad voor het algemene gevoel van veiligheid en van de netheid van de ruimten;

Overwegende dat gevreesd wordt voor grote problemen met betrekking tot de handhaving en het herstel van de openbare orde op het grondgebied ten noorden in de Gemeente;

Overwegende dat in de verslagen van onze politiepatrouilles die in het arrondissement Noord actief zijn, melding wordt gemaakt van een toenemend verschijnsel van alcoholgebruik op de openbare weg buiten elke feestelijke context of gebeurtenis, en dat dit gebruik aan de oorsprong ligt van onbeschaafd gedrag, dat zelfs een verstoring van de openbare orde vormt;

Overwegende dat de daaruit voortvloeiende overlast zich dag en nacht manifesteert, zowel op het gebied van de openbare netheid

(flessen en blikjes op de trottoirs, personen die urineren buiten de voor hen bestemde ruimten, enz.) als op het gebied van de openbare rust (geschreeuw, breken van glazen flessen, enz.) en de openbare veiligheid (wederzijdse geweldpleging met of zonder wapens, straatintimidatie, beledigingen, enz.);

Overwegende dat tijdens veiligheidsacties van de politie regelmatig is vastgesteld dat alcoholconsumenten zich verzamelen op de openbare weg, in de nabijheid van verkooppunten, in sectoren die op basis van recente objectieve misdaadcijfers als kritiek voor de openbare orde worden beschouwd;

Overwegende dat de gevolgen van deze bijeenkomsten ook een gevoel van onveiligheid teweegbrengen bij de omwonenden, de winkeliers en de voorbijgangers;

Overwegende dat de politie, op basis van bij die gelegenheden opgestelde processen-verbaal, het aantal alcoholconsumenten dat permanent aanwezig is in de Noordwijk, buiten alle HoReCa-etablisementen en de terrassen van die etablisementen, redelijkerwijs heeft geraamd op ongeveer vijftig;

Overwegende dat mensen die zich in dronken toestand bevinden op de openbare weg in het algemeen een gemakkelijk doelwit zijn voor zakkenrollers en/of gewelddadige overvallers, in een wijk waar deze verschijnselen meer voorkomen dan op het gehele grondgebied van de zone;

Overwegende dat de consumptie van alcoholische dranken het risico op deze overlast en andere gewelddadige handelingen, en bijgevolg het risico op onlusten, verhoogt;

Overwegende dat de geregistreerde klachten voornamelijk afkomstig zijn van bewoners en passanten gevestigd in de Noordwijk van de gemeente;

Overwegende dat deze perimeter de gebruikelijke verzamelplaats is voor mensen tijdens belangrijke evenementen;

Overwegende dat de oorzaak van de vastgestelde gewelddadige gedragingen te vinden is in de overmatige consumptie van alcoholische dranken; dat het verbod beperkt tot de enige uren van de nacht (tussen 20.00 uur en 08.00 uur) niet voldoende is; dat het derhalve noodzakelijk is om de consumptie ervan te verbieden, dit verbod zijnde de enige geschikte en evenredige maatregel ten aanzien van deze schendingen van de openbare orde en rust;

Overwegende dat deze situatie voortvloeit uit de consumptie van alcoholische dranken op de openbare ruimte tijdens de nacht;

Overwegende dat de personen betrokken bij deze onlusten hoofdzakelijk personen zijn die alcohol consumeren in de openbare ruimte;

Overwegende dat het leven van de bewoners en voorbijgangers ernstig wordt verstoord en dat hun rust en hun veiligheid onvoldoende verzekerd is;

Overwegende dat het noodzakelijk is de consumptie van alcoholische dranken te beperken om de gedragingen die de openbare orde verstoren en de samenscholing van dronken personen te vermijden;

Overwegende dat alcohol niet kan worden beschouwd als een noodzakelijk product en dat het beperken van de uren waarbinnen de consumptie ervan is toegestaan op de openbare ruimte niet de vorm aanneemt van een algemeen en absoluut verbod;

Overwegende dat deze maatregel geen betrekking heeft op cafés, horecazaken en diens terrassen; dat deze er immers toe gehouden zijn de verplichting vervat in artikel 4 van de besluitwet van 14 november 1939 na te leven, dat bepaalt dat het verboden is alcoholische dranken te serveren aan personen die kennelijk dronken zijn; dat deze beveiliging voldoende is om verstoringen te voorkomen;

Overwegende dat personen in staat van dronkenschap bovendien een makkelijk doelwit vormen voor personen met kwade bedoelingen die niet aarzelen om van deze tijdelijke kwetsbaarheid gebruik te maken om allerlei soorten misdrijven, waaronder diefstal, te plegen;

Overwegende dat het aan de gemeente toekomt om passende en evenredige maatregelen te nemen om de handhaving van de openbare orde te verzekeren, en dat de enige effectieve en nuttige maatregel tegen de hierboven beschreven aantastingen van de openbare orde het verbod is van de consumptie van alcoholische dranken op de openbare ruimte;

Overwegende dat blijkt dat grote problemen in verband met de handhaving en het herstel van de openbare orde moeten worden aangepakt op het noordelijke grondgebied van de gemeente;

Overwegende het grote aantal aanwezigen in de genoemde wijken;

Overwegende het feit dat de vastgestelde problemen te wijten aan het gebruik van alcohol dreigen te verergeren rekening houdend met het aantal personen die door de politiediensten werd geïdentificeerd vanwege het verstoren van de openbare orde of het rechtstreeks deelnemen aan de verstoring van de openbare orde;

Overwegende dat om de veiligheid en de openbare rust in deze openbare ruimte terug te brengen, een verbodsmaatregel op het gebruik van alcohol op de openbare weg, de enige doeltreffende en noodzakelijke maatregel is gezien de vaststellingen van de politiediensten; dat inderdaad de vaststellingen die door de politie werden meegedeeld betreffende gevallen van openbare dronkenschap overdag en 's nachts in de omgeving die door deze dit Politieverordening wordt beoogd; dat dit verschijnsel door de bewoners, de handelaars en de pendelaars is aangegeven; die een verslechtering van de situatie vaststellen naarmate dat de dag vordert en eveneens ook de staat van dronkenschap van de alcoholgebruikers verder vordert;

Artikel 1:

§ 1. De consumptie van alcoholische dranken, op openbare plaatsen is verboden 8u00 vierentwintig uur per dag, zeven dagen per wee op het grondgebied van de Brabantstraat van nr. 31 tot en met 207 & nr. 116 tot en met 272 (1030), de Aarschotstraat van nr. 4 tot en met 274 & 1 tot en met 267 (1030), de Groenstraat van nr. 75 tot en met 245 & 82 tot en met 244 (1030), de Kwatrechtstraat (1030), de Dupontstraat (1030), de Allardstraat (1030), de Broederschapstraat (1030), de Rogierstraat van nr. 112 tot en met 178 & nr. 119 tot en met 193 (1030), de Hoogvorststraat (1030), De Potterstraat (1030), Paleizenstraat van nr. 1 tot en met 181 & nr. 2 tot en met 230 (1030), Liedtsstraat (1030), Plantenstraat van nr. 113 tot en met 139 & nr. 104 tot en met 126 (1030), Linnestraat van nr. 101 tot en met 121 & nr. 116 tot en met 140 (1030), Poststraat van nr. 100 tot en met 120 & nr. 105 tot en met 115 (1030) en Koninginnelaan van nr. 1 tot en met 59 & nr. 2 tot en met 50 (1030), alsmede het Liedtsplein (1030) en Koninginneplein (1030);

Verkoopautomaten voor alcoholische dranken zijn op openbare plaatsen verboden.

Onder alcoholische drank wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) dat ethylalcohol of ethanol bevat.

§ 2. Deze verboden gelden voor de openbare ruimte van het gemeentelijk grondgebied, met uitzondering van de daartoe voorziene en naar behoren gemachtigde voorzieningen, zoals de terrassen van drankgelegenheden, restaurants en snacks.

§ 3. Het is verboden flessen, blikken en andere voorwerpen, afval of puin achter te laten op de openbare weg of in privé-eigendom.

Artikel 2:

§ 1. De burgemeester kan in het kader van private of publieke organisaties ontheffingen verlenen van dit verbod, gekoppeld aan objectieve en onpersoonlijke situaties.

Hij kan aan deze afwijking elke voorwaarde toevoegen die hij passend acht, afhankelijk van de omstandigheden.

§ 2. Deze afwijkingen zijn met name van toepassing:

1° voor het verkrijgen van reguliere en vooraf erkende drankgelegenheden op de openbare weg;

2° ter gelegenheid van speciale feestelijke evenementen.

Artikel 3:

De Burgemeester kan elke maatregel van bestuurlijke politie nemen met het oog op de handhaving van de in de artikelen 1 en 2 van deze verordening geformuleerde verboden.

Artikel 4:

Overtredingen van deze verordening worden bestraft met een administratieve boete van 1 tot 350 euro.

De bestuurlijke boete wordt opgelegd door de door de gemeenteraad aangewezen ambtenaar.

De uitgesproken sanctie wordt per aangetekende brief aan de overtreder meegedeeld.

Minderjarigen die ten tijde van de feiten de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt, kunnen een bestuurlijke boete krijgen, met een maximum van 175 euro.

Artikel 5:

Deze verordening wordt gepubliceerd bij wijze van aanplakking;

De datum en het feit van deze publicatie wordt door aantekening in het publicatieregister van de verordeningen en verordeningen van het gemeentebestuur vermeld.

Deze verordening wordt bindend op de 5e dag volgende op die van publicatie door middel van publicatie.

Op het aanplakbiljet wordt de datum van adoptie en het onderwerp vermeld; daarin wordt aangegeven dat de volledige tekst van de verordening voor het publiek kan worden geraadpleegd op het gemeentesecretariaat en worden de dagen en uren van raadpleging vermeld.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 27 april 2022.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,

Cécile JODOGNE